

castres

désenclavement

L'autoroute ne réjouit pas tout le monde

Les réactions positives à la décision du ministre Jean-Louis Borloo d'accepter la mise en concession autoroutière de l'axe Castres-Toulouse ne finissent plus de tomber (voir nos précédentes éditions). Il faut dire que la satisfaction est à la hauteur des années d'attente et de combat des sud-Tarnais qui militaient pour obtenir le désenclavement de leur territoire. Encore hier la CFDT, qui avait « pris position pour la concession autoroutière au vu de l'incapacité de l'État à mobiliser suffisamment de fonds publics sur ce projet et l'urgence économique et sociale d'un lien routier performant » constatait « avec satisfaction, que l'État a retenu sa proposition » de poursuivre la concertation dans l'esprit des conclusions du Grenelle de l'environnement, en organisant un comité de suivi. » D'ailleurs dans un communiqué, la préfecture du Tarn rappelait hier la liste des mesures qui devront être prises en terme de protection de l'environnement lors de la mise en œuvre de ce projet. Mais ces engagements ne rassurent pas tout le monde. Le groupe des élus Europe Écologie au conseil régional Midi-Pyrénées dénonce « une aberration écologique et un scandale politique ». Pour le collectif RN 126 qui s'est toujours opposé au projet, « cette autoroute est la chronique annoncée d'un bouleversement durable du sud Tarn et du Lauragais, même s'il

reste une lueur d'espoir. Car les décisions d'aujourd'hui ne sont pas les réalisations de demain. Loin s'en faut ! » Ces fervents opposants ne comptent pas désar-

mer : « Il nous faudra poursuivre notre opposition à ce qui risque de devenir un fiasco financier et un séisme environnemental ».

Br. M.

MARTIN MALVY : « UNE 2X2 VOIES GRATUITE AURAIT ÉTÉ PRÉFÉRABLE »

Suite à la décision de mise en concession autoroutière de la liaison Toulouse-Castres, Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées a déclaré : « J'ai toujours affirmé que le désenclavement de Castres était une priorité. Je regrette que le gouvernement ne l'ait pas retenu dans le programme de développement et de modernisation des itinéraires du réseau routier national (PDMI) pour 2009-2014. M. Borloo qui semble avoir jugé inutile d'informer la Région de sa décision l'a prise pour permettre à l'État de n'avoir à financer que la plus petite part. Il le fait au plus mauvais moment pour les collectivités locales qu'il entend solliciter, alors qu'elles n'ont jamais participé au financement des routes concédées et qu'elles vont avoir à réduire considérablement leurs investissements ».